

Service social



Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale de
Marielle Tremblay, Pierre-André Tremblay et Suzanne
Tremblay (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec,
2006, 358 p.

Thuy-Diep Luu

Volume 53, numéro 1, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017993ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017993ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Luu, T.-D. (2007). Compte rendu de [*Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale* de Marielle Tremblay, Pierre-André Tremblay et Suzanne Tremblay (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, 358 p.] *Service social*, 53(1), 125–127. <https://doi.org/10.7202/017993ar>

RECENSION

Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale

de Marielle Tremblay, Pierre-André Tremblay

et Suzanne Tremblay (dir.)

Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, 358 p.

Thuy-Diep Luu

Doctorante, École de service social
Université Laval

Dans un contexte où le gouvernement québécois veut réviser ses politiques quant au modèle étatique de développement social, ce livre suggère des voies possibles du développement social, notamment pour les acteurs du développement des communautés.

Composé de 22 textes, l'ouvrage est divisé en cinq grandes parties. La première, intitulée « Perspectives sur le développement régional », s'amorce avec un texte d'Yves Vaillancourt. Après avoir examiné les concepts de tiers secteur et d'économie sociale, l'auteur propose la participation de la société civile à la définition des politiques sociales sans nier le rôle régulateur de l'État. Ensuite, Suzanne Tremblay présente le concept de développement social, qui, selon elle, doit être une coproduction au niveau local. Quant à Lionel Robert, il se sert des travaux de l'ancien Conseil de la santé et du bien-être comme terrain d'enquête pour conclure que le développement social est un processus en cours, jamais terminé. Enfin, Louis Favreau insère le développement social dans les mouvements sociaux, notamment le mouvement altermondialiste, et montre comment une bonne articulation entre l'économie et le social peut s'effectuer grâce à l'économie sociale, que le Québec contribue grandement à internationaliser.

La deuxième partie, relative à la gouvernance, s'ouvre sur un texte de Carol Saucier et Abdellatif Lemssaoui. Celui-ci fait état des appréciations et réflexions des acteurs locaux et insiste sur le rôle important de l'économie sociale dans l'implantation et la consolidation des CLD. Puis, Denis Bourque, en étudiant le développement des communautés, considère que celui-ci peut contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être des collectivités seulement s'il adopte des logiques paradoxales (descendante et ascendante) et réunit les expertises de processus et de contenu ainsi qu'une expertise citoyenne. Sébastien Savard et Benoît Harvey, pour leur part, après avoir présenté les modèles de relation, expriment leur scepticisme quant au modèle (socioétatique ou sociocommunautaire) que l'État applique dans ses interventions

récentes en développement social des communautés. Pour clore cette partie, l'analyse de Lucie Fréchette, en s'appuyant sur des recherches antérieures, souligne les convergences entre le développement social et les politiques familiales municipales.

La société civile constitue le thème de la troisième partie. D'abord, Juan-Luis Klein démontre que l'effet structurant des initiatives locales vient d'un processus cyclique où entrent en jeu l'initiative locale, la mobilisation des ressources et la conscience territoriale. Ensuite, l'analyse de René Lachapelle sur les enjeux du développement des communautés et sur les centres de santé et de services sociaux fait ressortir l'action communautaire et l'économie sociale comme des formules porteuses d'avenir. Par ailleurs, se basant sur de nombreux exemples, Marielle Tremblay et Claude Gilbert mettent en valeur le rôle des personnes aidantes qui se regroupent en OBNL pour le mieux-être de leur collectivité. Cependant, Pierre-André Tremblay, en choisissant comme objet d'étude les groupes communautaires, nous met en garde contre l'équilibre fragile entre marchandisation, bénévolat et économie subventionnée. Enfin, Pierre-Joseph Ulysse livre sa réflexion sur les structures médiatrices non étatiques. Celles-ci, en plus de devoir relever le défi de renforcer la cohésion sociale et de lutter contre les inégalités sociales, symbolisent des passerelles entre individus et sociétés et des espaces de pratiques citoyennes et démocratiques.

La quatrième partie traite des rapports entre le développement social et le développement durable. Pour commencer, Jean-Marc Fontan recentre l'interprétation de la question sociale et esquisse un nouveau modèle social-démocrate. Il présente un ordre civilisationnel alternatif où sont pris davantage en compte les nécessités démocratiques et les impératifs écologiques. Ensuite, avec un panorama comparatif des politiques de développement urbain durable en Europe, Claude Jacquier suggère que ce sont la coopération et la mise en réseau qui permettent l'instauration de la gouvernance et que ces politiques doivent viser la transformation des systèmes, places et rôles qui mobilisent les mécanismes de fragmentation sociale des villes. Par contre, c'est le paysage qui est au cœur de l'analyse de Marie-José Fortin, laquelle propose de concevoir un rôle nouveau pour l'État de manière à favoriser une plus grande participation de la société civile. Denis Doré, quant à lui, semble vouloir donner un sens nouveau à la notion de responsabilité sociale, à la suite de l'analyse des réactions des entreprises recueillies grâce à son modèle de grille d'analyse du développement durable.

Des témoignages de praticiens sont relatés dans la cinquième partie. Ainsi, Pierre-Julien Giasson nous fait part de son rôle d'animateur d'un réseau régional regroupant des intervenants en développement social. Paul Girard nous décrit ensuite la démarche d'élaboration de la politique de développement social de Saguenay à laquelle il a participé. Par ailleurs, l'expérience de Québec, dont les quartiers centraux sont revitalisés grâce au développement solidaire, est rapportée par Jacques Fiset. Quant à Claire Millette, elle souligne le rôle important de la santé publique dans le développement des communautés, tant sur le plan national que régional. Enfin, Michel Morel expose la vision du développement social des membres du Réseau québécois de développement social.

La contribution principale de l'œuvre consiste à livrer une réflexion sur le développement social qui suggère que celui-ci concerne tous les membres de la société et invite chacun à faire preuve de démocratie en participant à cette réflexion et aux actions en vue d'un développement durable.

La valeur de l'ouvrage est incontestable, puisque 25 auteurs y ont collaboré, dont un grand nombre de grandes figures québécoises du développement social et communautaire. Par ailleurs, bien que partageant le même intérêt pour le développement social, ceux-ci viennent d'horizons variés : professeurs d'université de disciplines diverses aussi bien que personnes de terrain de différents milieux. Ce qui fait de cet ouvrage une source féconde de réflexions théoriques et d'expériences pratiques en matière de développement social.

Cet ouvrage regroupe à la fois des observations et analyses des théoriciens et des expériences et témoignages des praticiens sur un sujet qui est actuellement au cœur de l'actualité. Y trouvent matière à alimenter leurs réflexions, non seulement les acteurs du développement des communautés, mais aussi les fonctionnaires du gouvernement qui doivent se pencher sur la révision des politiques concernant le modèle étatique du développement social. Quant aux travailleurs sociaux, ce livre les intéressera certainement, puisque, se basant sur leurs observations et sur leurs expériences de ce qui est fait et a été fait en matière de développement social, les auteurs analysent les enjeux du développement social et suggèrent des mesures et pratiques concrètes pour contribuer à un développement social véritable et durable.

Le livre est bien structuré avec ses quatre parties théoriques, qui font le tour de la question, et une partie sur les pratiques. Les textes, de longueur inégale mais dont la moyenne est d'une quinzaine de pages, se lisent bien grâce à des divisions en parties et sous-parties avec des titres pertinents qui constituent de bons repères.